

Questionnaire du Figaro

Economie et social

- 1) Faut-il sortir de l'euro ? Non, nous sommes opposés au retour des politiques basées sur les monnaies comme instrument de la compétition entre pays et aux politiques de dévaluations compétitives souvent utilisées pour masquer les politiques antisociales et anti écologiques.
- 2) Faut-il créer un SMIC européen, adapté à chaque pays ? Oui, sur la base de 60% du salaire moyen (et non médian) de chaque pays, comme adopté par le Parlement européen — sur l'initiative du député européen Génération.s Guillaume Balas.
- 3) Faut-il harmoniser la fiscalité entre les pays de l'UE ? Oui c'est une condition sine qua none de la cohérence des politiques économiques et sociales de l'Europe. Il faut en finir avec les paradis fiscaux tels que le Luxembourg ou Malte.
- 4) Faut-il sortir de la règle européenne des 3% de déficit public annuel ? Oui car il faut exclure les investissements indispensables à la transition écologique et sociale de ce calcul qui ne repose sur aucune réalité économique ou financière et qui a comme seul objectif de maintenir des politiques d'austérité
- 5) Faut-il ratifier de nouveaux traités de libre-échange ? Non car cela introduit des distorsions considérables entre grandes zones mondiales sachant que les conditions économiques, sociales et environnementales de production ne répondent pas aux mêmes critères

Environnement

- 6) Faut-il instaurer une taxe carbone aux frontières de l'UE ? Oui c'est la condition pour que nous ne soyons plus les victimes des producteurs qui refusent d'inclure les normes sociales et environnementales dans leurs process.
- 7) Faut-il en finir avec la politique agricole commune (PAC) ? Non mais la réformer pour que les critères d'attribution des aides ne dépendent plus des surfaces mais au contraire de la qualité (bio) et des modes de production et distribution (circuits courts, agroécologie, agriculture paysanne)

Immigration

- 8) Faut-il réviser les accords de Schengen ? Oui en supprimant la clause Dublin
- 9) Faut-il répartir par quotas les demandeurs d'asile entre les pays de l'UE ? La priorité est de revenir à un accueil digne et humain des personnes désirant vivre en Europe. Pour cela il faut un visa humanitaire européen donnant droit à la libre circulation au sein de l'Europe.

Construction européenne

- 10) Faut-il une UE à plusieurs vitesses, avec différents cercles d'intégration ? C'est déjà le cas avec l'Euro et Schengen. Il faut développer l'intégration et les coopérations renforcées en modifiant les clauses les permettant afin d'en faciliter la mise en œuvre
- 11) Faut-il sortir des traités européens actuels ? Les réviser mais agir sans attendre leur révision car il est déjà possible de modifier les politiques menées qui ne dépendent que de la volonté des responsables politiques. En priorité la règle de l'unanimité doit être supprimée.
- 12) Faut-il poursuivre l'élargissement de la construction européenne à d'autres pays ? Donner la priorité à l'approfondissement car l'élargissement sans cohérence plus grande contribue à la fragilisation.
- 13) Faut-il créer une armée européenne ? Avoir une politique commune de défense pour pouvoir créer une défense commune et cela passe aussi par une industrie militaire européenne commune.

Démocratie et citoyenneté

14) Faut-il créer un service civique européen obligatoire ? L'obligation d'un service civique est massivement rejetée par les jeunes Européen.nes. En revanche la possibilité pour tout jeune d'obtenir une bourse de 850€ par mois pendant une année fera progresser l'idéal européen et le sentiment d'appartenance à une communauté de destin.

15) Faut-il rendre possible un référendum d'initiative citoyenne (RIC) européen ? Oui sous réserve de définir les règles relatives au champ et aux modalités notamment les conditions requises pour que le résultat soit suffisamment probant. Il faut réduire le nombre de signatures nécessaires pour déclencher les procédures participatives.

Numérique

16) Faut-il instaurer une taxe des géants d'Internet à l'échelle européenne ? Il est indispensable que toutes les sociétés ayant une activité commerciale paient des impôts en fonction du chiffre d'affaires. Les géants du GAFAM doivent être soumis à cette justice fiscale.